

De la nécessité de l'analyse de l'interaction entre patriarcat et capitalisme mondial

Communication présentée par **Francine Descarries** dans le cadre du Colloque International « L'accès des femmes à l'économie à l'heure de l'intégration des Amériques : quelle économie? Montréal, Université Concordia et UQAM, 24 avril 2003.

Je ne suis ni économiste, ni spécialiste des questions relatives à la mondialisation ou à l'intégration économique des pays du continent américain. Mais, à titre de sociologue féministe bien déterminée à participer à l'élaboration d'un projet de société basée sur la justice sociale, la démocratie et l'égalité entre les femmes et les hommes, je suis en mesure de constater, à l'instar de nombreuses autres analystes et militantes, que le point de vue des femmes, tout comme la prise en considération de la globalité de leur expérience domestique et publique, est généralement isolé dans l'analyse du processus de mondialisation ou les débats qui l'entourent, alors que les pratiques économiques alternatives que les femmes proposent dans différents coins du globe sont plus souvent qu'autrement considérées comme des expériences marginales et isolées et non comme une alternative stratégique pour penser et faire l'économie autrement¹. Je retiens également des nombreuses études consultées que les femmes demeurent fort peu représentées au sein des instances d'élaboration et de décision où s'articulent les grandes orientations des ententes commerciales contemporaines (FFQ, 2002 ; Callamard, 2003; CSF, 2202; Witcherich, 1999).

Il en résulte de toute évidence une dépolitisation de la question des femmes en regard de la mondialisation (Hirata et LeDoaré, 1998), comme si c'était la condition nécessaire pour que leurs réalités socio-économiques, notamment en ce qui concerne leur mode de participation au marché du travail, tant au Sud qu'au Nord, ne soient pas entièrement gommées, passées sous silence par des organismes aussi différents que l'ONU, la Banque Mondiale ou les organisations gouvernementales et non gouvernementales en développement international. Notamment, la Banque mondiale a commandé au fil des ans de nombreuses études pour documenter des situations régionales ou mondiales et va même jusqu'à concéder « que la productivité

¹ À titre d'exemple, mentionnons le micro-crédit, la tontine, ou les collectives de production qui permettent aux femmes des pays en voie de développement de s'inscrire dans la dynamique économique.

économique d'un pays est réduite lorsque l'accès aux ressources productives favorise les hommes au détriment des femmes» (The Worldbank Group, 2000). Mais, en tel cas, si on s'intéresse à la situation des femmes, c'est essentiellement pour évaluer leur rôle dans l'amélioration de la performance économique et trouver des moyens pour contourner ou surmonter, dans l'immédiat, les obstacles auxquels elles ont à faire face en regard de leur insertion dans le marché du travail, sans vraiment s'interroger sur leurs droits et les causes profondes de l'augmentation des risques de pauvreté, de violence et d'exclusion auxquels les restructurations économiques et financières de la mondialisation les confrontent.

Ainsi, même les analyses différenciées selon les sexes consacrées à l'étude des effets de la libéralisation du commerce international ou des programmes de développement sur les femmes, bien que nécessaires, se révèlent non suffisantes. Dans le cadre de telles analyses, non seulement les dimensions et les facteurs susceptibles d'y être abordés ne sont pas nécessairement les plus fondamentaux ou risquent d'y être traités sous l'angle de leurs seules conséquences économiques immédiates (Muller, 2001), mais encore, à ce jour, les causes structurelles, culturelles et macro-économiques de l'inégalité entre les sexes² sont rarement intégrées aux modèles d'analyse.

Dans le contexte actuel de la lutte contre l'économisation des rapports sociaux ou du laisser aller « tout au marché », ce ne sont donc pas nécessairement les constats concernant les situations discriminatoires vécues par les femmes qui manquent. Ce qui fait problème est plutôt l'univocité et les biais du regard economiciste qui est adopté pour analyser et redresser les situations observées; la variable sexe n'étant trop souvent reconnue qu'à titre de variable de catégorisation ou de comparaison. Une telle situation renvoie, il va sans dire, à la difficulté de faire reconnaître une réflexion et des stratégies féministes qui amèneraient à penser et à contester collectivement les effets du patriarcat. Elle reflète également notre relative impuissance à convaincre que les accords de commerce préconisés pour favoriser la libre circulation des capitaux, des biens et des services affectent différemment les hommes et les femmes. Plus spécifiquement, en raison du rôle déterminant des dynamiques patriarcales et des rapports de

² Notamment, privation de droits formels, lois discriminatoires, normes et valeurs sociétales, développement centré sur les hommes, prégnance des idéologies religieuses fondamentalistes, absence de libertés.

force qui produisent et reproduisent une « appropriation/subordination » des femmes aux « intérêts/besoins » des hommes (Guillaumin, 1992).

Mon adhésion à l'éthique féministe comme mode de lecture des rapports sociaux sexués, m'amène donc à m'interroger, - et j'emprunte ces termes à Lorraine Guay (2001) à savoir comment « amener les gouvernements, les chefs d'entreprise, les leaders religieux, le monde de l'information, mais également les militants et le monde de la rue à se scandaliser » du fait que le néo-libéralisme s'appuie sur les fondements même du patriarcat et s'actualise aujourd'hui à travers la déstabilisation des économies locales et régionales, la sous-traitance, le démantèlement des réseaux formels et informels de soutien, le confinement des femmes au secteur informel et à l'économie de subsistance, l'apparition de nouvelles formes d'exploitation sexuelle et de violence, le renforcement de la division sexuelle du travail, le maintien des écarts salariaux, la domestication des femmes, et j'en passe. C'est, par ailleurs, à partir de l'observation de pratiques concrètes que je me demande également comment faire pour que la question de l'égalité entre les hommes et les femmes ne soit pas constamment secondarisée, alors que les opposants à la suprématie des lois du marché et des intérêts privés comme moteur du développement local, national, régional et international, sont, en dépit de leur bonne volonté, enclins à abandonner, à la première occasion venue, les revendications féministes ou la lutte au patriarcat, au nom de la productivité et de l'efficacité de leur action politique spécifique. Comment, enfin, parvenir à ce que la revendication d'égalité entre les hommes et les femmes ne soit pas interprétée comme une « utopie » (Malysheva, 2001), voire comme une fixation féministe des sociétés occidentales est également une autre question qui m'habite ?

Plusieurs amorces de réponses à ces questions sont présentement formulées à travers la littérature scientifique ou militante. Pour ma part, l'argument que je souhaite mettre de l'avant est que toute analyse ou stratégie qui pose l'ordre économique capitaliste comme dissociable, ou au contraire équivalent à l'ordre patriarcal, souffre de cécité androcentriste et, qu'en conséquence, tout travail d'analyse socio-économique entrepris du point de vue des femmes sur l'intégration des Amériques et le processus de mondialisation des marchés, ne peut rendre adéquatement compte de la dynamique en jeu s'il ne fait explicitement référence au patriarcat et à son interaction avec le capitalisme.

Et j'ajouterais pour compléter ce premier énoncé, qu'il ne peut exister d'analyse globale ou stratégiquement efficace de l'économie de marché ou de la situation des travailleurs et des

travailleuses dans la conjoncture économique actuelle sans prendre en considération, à la fois, la « transversalité des rapports sociaux de sexes » dans toutes les sphères du social, tout comme la consubstantialité de tous les rapports de division et de hiérarchie que représentent le sexe, la race, la classe, l'ethnie, la religion, l'âge, l'orientation sexuelle, pour ne nommer que ceux-là

En l'occurrence, le concept de transversalité, tel que défini par Daune-Richard et Devreux (1992), connote l'idée que les rapports sociaux de sexe constituent « une logique d'organisation du social qui forme un système » à travers la totalité de l'espace social et de ses représentations et « pratiques organisatrices de l'inégalité » (Perrot, 1995 : 48), représentations et pratiques culturelles, juridiques, économiques et politiques « autour duquel s'organise et se structure l'ensemble de la société ». Quant au concept de consubstantialité des rapports sociaux, Danièle Kergoat (2001 : 87) l'introduit pour signifier que « les rapports sociaux sont multiples, qu'ils cohabitent les uns avec les autres, et qu'aucun d'entre eux ne détermine la totalité du champ qu'il structure. C'est, conclut Kergoat dans leur consubstantialité, dans leur interaction constante que les rapports sociaux « tissent la trame de la société et impulsent sa dynamique ».

Ainsi, la prise en considération du caractère transversal des rapports sociaux de sexe, non seulement favorise l'ouverture de l'analyse féministe à l'ensemble des processus sociaux et à l'impact de la division sociale des sexes sur leur structuration et évolution, mais suggère également le développement de stratégies de femmes en tant que sujets politiques pluriels concernés par l'ensemble des problèmes qui menacent la vie en société et viennent renforcer les inégalités déjà existantes. Par ailleurs l'introduction du concept de consubstantialité des rapports sociaux entraîne l'analyse vers l'examen des clivages induits par la diversité des identités et des expériences de femmes et les incessants « déplacements frontaliers » (Perrot, 1995 : 48) et reconfigurations des divisions et des hiérarchies entre les sexes qui en résultent. Enfin, en lien plus immédiat avec la question de l'accès des femmes à l'économie à l'heure de l'intégration des Amériques, l'attention accordée au double caractère des rapports sociaux devrait nous mener à contester toute analyse ou stratégie d'action qui se contenterait d'interpeller le capitalisme néolibéral pour expliquer les différences d'impact qu'ont sur les hommes et les femmes les projets et ententes commerciales imposés au nom du processus de libéralisation de l'économie.

En effet, je partage avec plusieurs féministes la conviction que l'inégalité entre les hommes et les femmes n'est pas en soi un phénomène du capitalisme, pas plus qu'elle n'a besoin de celui-ci pour se reproduire. Et si, dans différentes parties du globe, l'oppression des femmes

se voit transformée, voire renforcée par les pressions à la compétition à outrance induites par le capitalisme néo-libéral, il est tout aussi évident que celui-ci a besoin de la reconduction de rapports de sexe, qui asservissent les femmes, pour assurer son développement puisqu'il se nourrit sans aucune préoccupation éthique de toute forme d'oppression et d'exploitation. En l'occurrence, l'intérêt premier du néo-libéralisme à l'égard du patriarcat est la possibilité d'exploiter une main-d'œuvre féminine sous-évaluée et sous-payée dans la sphère publique et vouée, dans la sphère privée, à l'entretien gratuit de la force de travail primaire du capital, soit les hommes.

A l'instar de Joëlle Palmieri (2002 : 1), il m'apparaît donc que « la mondialisation n'est ni un phénomène récent, ni même un système innovant ». Certes la rapidité avec laquelle la présente vague néo-libérale se déferle, sa dimension virtuelle, son caractère institutionnel et l'extension sans précédent du marché et du marchand sont uniques et surdéterminants (Johnson et Maryand, 2000). Mais, tout comme les précédents épisodes historiques, celle-ci s'appuie sur l'architecture du patriarcat et la banalisation/acceptation/gommage de l'oppression des femmes. Et si un ensemble de représentations et de facteurs complexes est indéniablement à l'œuvre dans la mondialisation, je partage avec l'anthropologue Marie-France Labrecque (2001 : 111) l'idée que « son pivot central semble bien être le patriarcat et ses contradictions ».

Dès lors, penser en soi la mondialisation néolibérale comme phénomène isolé ou dissociable d'autres rapports sociaux pour analyser et contester les réalités socio-économiques et politiques actuelles ou encore « rabattre les pratiques des groupes et des individus sous l'angle d'un seul angle de vue, quel que soit celui-ci », pour reprendre les termes de Danièle Kergoat (2001 : 85) risquent fort de « nous priver des clés d'accès à toute compréhension » des phénomènes étudiés et des pratiques sociales qui les sous-tendent, tout comme de nous entraîner vers le développement de stratégies politiques ou militantes dont la pertinence et l'efficacité peuvent facilement être mises en doute du point de vue des femmes ou d'autres groupes minorisés.

Ceci m'amène donc à affirmer que toute théorie ou stratégie critique de l'évolution économique autant mondiale, que régionale et locale doit chercher à comprendre et à manifester comment le patriarcat comme « système social distinct possédant sa propre logique et sa propre dynamique » (Delphy, 2001) détient un pouvoir structurant sur les rapports sociaux de sexe et la distribution des ressources et des richesses tout comme sur la construction des valeurs et des

représentations sociales. Et comment, en conséquence, il rend possible l'ensemble des activités économiques, individuelles et collectives, générées par les nouveaux modes d'échanges commerciaux et financiers. En effet, la grande qualité de la main-d'œuvre féminine, à travers l'histoire et dans toutes les parties du globe est d'être bon marché, plus mobile et plus accommodante que les hommes, et ceci depuis les débuts de l'industrialisation. L'invisibilité d'une forte proportion du travail productif des femmes, l'inégalité des rémunérations, de même que la représentation du travail des femmes comme travail de substitution ou d'appoint, sont bien enracinées dans le patriarcat. D'autant que dans plusieurs parties du globe particulièrement touchées par les crises sociales et économiques provoquées par la libéralisation débridée des marchés, l'accès aux connaissances et à la formation, et j'ajouterais aux prédispositions et attitudes nécessaires pour s'adapter et profiter de la « modernité », qui sont les pré-requis pour obtenir des emplois moins précaires et de meilleure qualité, continuent largement d'être déniés aux femmes sur la base de leur assignation prioritaire à leur fonction de reproductrice et à leur exclusion quasi systématique de la vie publique. Dans les circonstances, ces discriminations fondées sur l'appartenance de sexe des sujets trouvent leur légitimité dans la partition sociale et la hiérarchie que sanctionne et alimente le patriarcat. Et, si elles ne sont pas en soi, je le rappelle, un effet du capitalisme, elles sont néanmoins une condition de son développement et extension

Pour mémoire, rappelons que le patriarcat, comme l'ont démontré les travaux de Christine Delphy (1970, 1998), possède, en tant que système autonome, une base économique, soit le mode de production domestique et son corollaire, la division sexuelle du travail, de même qu'une base politique, soit la capacité de la « classe » des hommes d'exercer son autorité/pouvoir sur la « classe » des femmes. Non réductible à une incidence idéologique du capitalisme, comme l'ont longtemps affirmé les marxistes, ou encore à un mode « naturel » d'encadrement des rapports sociaux de sexe comme le soutient toujours le raisonnement patriarcal, il est un système socio-politique et économique autonome dont la dynamique « imprègne et structure l'ensemble des activités humaines, collectives et individuelles ». (Delphy : 2000 : 146) et se traduit dans la division sexuelle du travail. Autrement dit, le patriarcat est un « principe de partition de l'humanité en « homme » et femmes », il est, comme nous le rappelle Christine Delphy, un « système de genres » qui résulte dans « la mise en œuvre concrète et particulière de la différenciation des dominants et des dominés nécessaires à tout système de classe »

Le patriarcat n'est pas le seul système de division ou d'exclusion qu'expérimentent les femmes. Comme le capitalisme ou le racisme, celui-ci change de visages au gré des conjonctures, des périodes historiques et des espaces géo-politiques. Il est loin de s'exprimer de la même manière, ou avec la même intensité d'un pays à l'autre, d'un contexte religieux à un autre, d'une classe à une autre, etc. Mais le patriarcat a ceci de spécifique qu'il est basé sur une relation sans nulle autre pareille. D'une part, dans aucune autre relation de pouvoir des liens sociaux d'intimité, de filiation, d'amour et d'affection, de sollicitude et de dépendance n'interviennent aussi fortement entre les hommes et les femmes en présence. D'autre part, la nature même de ses relations amène très souvent, les femmes elles-mêmes à adopter les points de vue et les causes du groupe dominant aux dépens de leurs propres intérêts et revendications.

L'argument de Folbre et Hartman (1989,) à l'effet que la ségrégation sexuelle, la faiblesse des salaires féminins et la dévalorisation du travail non-marchand sont des exemples de la « complémentarité » entre le patriarcat et le capitalisme et rendent difficile toute tentative de changement au sein des rapports de sexe est convaincant. La preuve n'est plus à faire, le modèle de développement néo-libéral, on le sait depuis longtemps, renforce les normes et valeurs des systèmes patriarcaux basés sur l'assignation des femmes à la sphère domestique, la non-reconnaissance de leur travail « invisible », la sous-évaluation et déqualification de leur travail « visible » surtout dans les secteurs des soins et des services, et plus grave encore dans le secteur informel et les économies de subsistance. Il contribue également à élargir les fossés déjà existants entre les hommes et les femmes en ne favorisant pas un égal accès aux ressources culturelles, sociales et politiques, ce qui vient encore amplifier le désavantage initial des femmes par rapport aux hommes.

Cela étant, il me semble qu'il faille éviter, comme le suggère l'analyse de Folbre et Hartman, de déduire de l'enchevêtrement des dynamiques en cause, que patriarcat et capitalisme constitueraient un seul et même système unifié, mais plutôt de voir combien patriarcat et capitalisme dépendent dans la conjoncture actuelle l'un de l'autre, mais pourraient en d'autres circonstances, en raison de leur autonomie respective, survivre l'un en l'absence de l'autre. Ainsi, il est possible d'envisager, en prenant appui sur les analyses de Carol Johnson (1996 : 201) que si pour l'heure il est indéniable que le capitalisme tire profit des bas salaires versés aux femmes et de la mobilité de cette main-d'œuvre, il est tout aussi vraisemblable d'envisager que le sexe n'est pas la seule variable sur laquelle le capitalisme pourrait bâtir sa marge de profit et

recruter une main-d'œuvre malléable et dépendante. Et j'ajouterais, que le patriarcat n'a pas attendu l'avènement du capitalisme pour se développer comme principe organisateur des sociétés³. Aussi, bien qu'il existe des rapports de complémentarité indéniable entre les deux systèmes, leur interaction n'est pas absente de tensions et de contradictions, comme le postulent certaines auteures dont Christa Witcherich (1999) dans *La femme mondialisée*, situation qui engendre nécessairement une bi-polarité dans la façon d'interpréter la mondialisation du point de vue des femmes, Il s'avère, en effet, que la multiplication des échanges commerciaux et la modernisation des structures et des institutions susceptibles d'en résulter peuvent constituer un vecteur dynamique de l'égalité entre les sexes puisque pour certaines catégories de travailleuses. Au Nord notamment, l'intégration continentale comme la mondialisation des marchés peuvent représenter de véritables opportunités de réalisation et de mobilisation professionnelles pour les femmes qui oeuvrent dans les secteurs de pointe, tandis que pour les femmes du Sud, elles créent des opportunités d'emplois pour un très grand nombre femmes ; opportunités d'emploi qui peuvent constituer une voie de sortie de la pauvreté ou de la dépendance à l'égard d'un conjoint, d'un père ou d'un frère. À ceci près, que le modèle de recrutement qui domine est celui d'une main-d'œuvre féminine mobile, flexible et bon marché, et qu'une plus grande participation des femmes aux activités économiques est loin de leur garantir un accès aux marchés les plus rentables, une autonomie relative, voire l'égalité entre les hommes et les femmes.

De même, l'ouverture des frontières, l'accès à l'information et à la communication introduisent des nouvelles possibilités d'échanges et de solidarité entre femmes sans équivalent dans l'histoire ; opportunités qui les ont déjà menées, lors de la Marche mondiale en l'an 2000, à se concerter pour revendiquer une meilleure reconnaissance de leurs droits fondamentaux et de la valeur de leur travail et à contester l'omniprésence et l'omnipuissance du capital dans le contexte actuel de la mondialisation.

Cela étant, la plupart des éléments statistiques disponibles, quelle que soit leur source, confirment que, pour l'heure, le processus de libéralisation de l'économie contribue surtout à

³ « Les explorations spatiales ou temporelles, indigènes ou exotiques » des anthropologues, observe à cet égard Michelle Perrot (Perrot, 1995 : 47) « ne leur livrent que de la domination masculine : domination des systèmes de valeur et de représentations, domination plus complexe des pratiques et de leur classement : de l'idéal et du réel. Les historiennes, pour leur part, ont fait litière des thèses du patriarcat originel et déconstruit les antiques mythologies des femmes au pouvoir ».

accentuer les inégalités économiques, non seulement entre les pays et les divers groupes économiques au sein d'un même État, mais également entre les performants et les non performants, entre les hommes et les femmes, et entre les femmes elles-mêmes (FFQ, 2002). Le « cercle des gagnantes » constate Aissatou Thioubou (2002 : 1) demeure dès lors fort restreint et « les dégâts de la montée en puissance du néolibéralisme, qui prône la dictature des marchés et la liberté du commerce continue de toucher en premier lieu les femmes, qui font partie des couches les plus vulnérables de la société »

Bref, l'idée qui sous-tend le présent exposé est que, dans la mouvance plus large de la mondialisation et de l'intégration économique transcontinentale, l'interaction instrumentale entre l'ordre économique néo-libéral et l'ordre patriarcal, autrement dit la dépendance de l'exploitation capitaliste à l'égard du système patriarcal, et son corollaire la consolidation de la division sexuelle du travail, doit être intégrée comme dimension centrale de la construction théorique des modèles théoriques ou de l'élaboration des stratégies d'action. Sinon cette construction risque de demeurer partielle, partielle ou carrément erronée.

Loin d'être épuisée, l'analyse de l'interaction entre patriarcat et capitalisme doit donc être réexaminée pour tenir compte des effets de la globalisation capitaliste, de la montée des droites politiques et des fondamentalismes religieux, toute comme de l'abandon par plusieurs États de leurs visées sociales-démocrates⁴ et de l'accentuation des clivages socio-économiques entre les femmes elles-mêmes. L'importance de concevoir, l'autonomie, l'interdépendance, l'interfécondation entre les deux systèmes et l'exploitation capitaliste des structures et des institutions patriarcales, s'impose d'elle-même, il me semble, tout comme l'intérêt de maintenir vivante la réflexion autour de ces deux termes et de les ré/introduire systématiquement dans la construction de nos modèles d'analyse et de mobilisation politique. Le capitalisme se nourrit littéralement des opportunités que lui ouvrent le patriarcat d'accéder à une main-d'œuvre flexible à bon prix, délocalisable ou disponible pour la sous-traitance, tandis que ce

⁴ En tout état de fait, il est clair que la quête d'égalité des femmes et leur volonté d'autonomie se voient, tant dans les pays du Nord que dans les pays du Sud, lourdement menacées par le retrait des États qui, sous l'impact de divers ordres de pressions économiques et financières, consentent à réduire leurs mesures de soutien social et à favoriser le laisser-faire, si ce n'est au contraire d'imposer des mesures autoritaires contraignantes qui tendent à fragiliser certains acquis et protections obtenus de longue lutte par les femmes.

dernier se voit renforcé par les écarts, les disparités qu'introduit l'inégal accès aux ressources sociétales et aux valeurs de la modernité que génère, toutes choses étant égales par ailleurs, la mondialisation de l'économie, des communications et de l'information.

Dans cette perspective, il nous faut convenir que, non seulement la mondialisation est tributaire du patriarcat pour élargir son emprise, pourvoir à l'entretien de son bassin primaire de main-d'œuvre, réduire ses coûts de production et s'approvisionner en main-d'œuvre, mais encore que le capitalisme néo-libéral vient, par effet de retour, renforcer les pouvoirs contraignants du patriarcat. Ne serait-ce, d'une part, qu'il induit une réduction des zones d'intervention des États dans le champ social, interventions sur lesquelles les femmes s'étaient largement appuyées au cours des dernières décennies pour obtenir un soutien social, faire respecter leurs droits ou exercer une citoyenneté participative. Et, d'autre part, qu'il exacerbe le pouvoir de la «classe» des hommes sur la classe des «femmes» en misant sur la division sexuelle du travail et les diktats de l'ordre patriarcal pour assigner en priorité les femmes à leur «vocation» maternelle et de soins et reconduire, dans plusieurs parties du globe affectées par un fondamentalisme sexiste, un droit de contrôle, affirmé comme naturel, des hommes sur les activités des femmes (Labrecque, 2001).

Enfin, en guise de conclusion, je répéterai ici ce que plusieurs ont dit avant moi. Les oppressions néo-libérale et patriarcale sont des phénomènes complexes qui s'exercent différemment selon les groupes ou les catégories de citoyennes et de citoyens concernés. La classe, la couleur et le sexe sont sans aucun doute des facteurs déterminants «de la situation et de la position d'une personne dans la société», mais d'autres facteurs sont également importants et peuvent même devenir surdéterminants dans des conditions spécifiques (Groupe féministe autonome du Danemark, 2001), notamment, l'appartenance religieuse ou ethnique, le fait de vivre ou non dans un pays industrialisé ou dans un pays où les droits démocratiques de toutes et tous sont protégés ou non, de l'orientation sexuelle, de l'âge, etc. Certes, bien que les conditions de vie des individus-es à travers le globe soient de plus en plus liées entre elles, l'impact de ces conditions sur les femmes varient considérablement d'une sphère géo-politique à l'autre, d'un espace religieux à l'autre, d'un niveau éducatif à l'autre, en fonction des places et des positions qu'elles occupent respectivement au sein des sphères publiques et privées, ainsi que des rôles culturels et sociaux qu'elles sont autorisées à y jouer. L'oppression dont les femmes font l'expérience est sans aucun doute susceptible d'être très différente. Mais, en dernière

instance, leur oppression sera marquée de manière inéluctable par l'interaction du patriarcat avec les autres systèmes de division et de hiérarchisation que sont la classe et l'appartenance ethnique.

Francine Descarries

2003-04-28

Références

Callamard, Agnès (2003). « Les femmes à l'assaut du ciel », *Manière de voir*, No. 68, mars-avril 2003.

CSF : Conseil du Statut de la femme, (2001) » *Les Québécoises, la mondialisation et la Zone de libre-échange des Amériques : une première réflexion*. Québec, Conseil du Statut de la femme.

Daune-Richard, Anne-Marie et Anne-Marie Devreux (1992). « Rapports sociaux de sexe et conceptualisation sociologique », in *Recherches féministes*, vol. 5, No 2, 7-30.

Delphy, Christine (2000). *Théories du Patriarcat*, in Hirata, Helena, Françoise Laborie, Hélène Le Doaré et Danièle Senotier (eds). *Dictionnaire critique du féminisme*, PUF, 141-146.

Delphy, Christine (1998), *L'ennemi principal*, « Économie politique du patriarcat », Paris, Syllepse, 1998 (première édition dans *Partisans*, vol. 54-55, 1970).

FFQ : la Fédération des femmes du Québec et la Marche mondiale des femmes (2002). *Les femmes et la mondialisation*. Mémoire soumis à la Commission des institutions de l'Assemblée nationale.

Folbre, Nancy et Heidi Hartman (1989) « The persistence of patriarchal capitalism. *Rethinking Marxism*, Vol. 2, No 4, 90-96.

Groupe féministe autonome du Danemark, *Perspectives féministes*,
<http://perso.magic.fr/nac/webnac4/fs/tripl.htm>

Guay, Lorraine, *L'autre dialogue inégal ... ou la longue marche des femmes vers l'égalité*.
<http://www.cetim.ch/dialogue/01dia1-2.htm>

Guillaumin, Colette (1992). *Sexe, race et pratique de pouvoir, L'idée de nature*, Paris, Côté-Femmes « recherches » (textes de 1977 à 1992).

Hirata, Helena et Hélène Le Doaré (1998) *Les paradoxes de la mondialisation*, Cahiers du Gedist 21, Paris. IRESCO-CNRS. 5-34.

Johnson, Pierre-Marc et Karel Mayrand (2000). *Au-delà du commerce international : pour une gestion élargie et mieux intégrée de la mondialisation*, Institut de recherche en politique publique, Montréal, Collection Enjeux publics, Vol. 1, no 3 (fr).

Johnson, Carol (1996). « Does Capitalism Really need Patriarchy ? Some Old Issues Reconsidered », *Women's Studies International Forum*, Vol. 19, No. 3, 193-202.

Kergoat, Danièle (2001). « Le rapport social de sexe. De la reproduction des rapports sociaux à leur subversion », dans *Les rapports sociaux de sexe*, Paris, PUF, *Actuel Marx*, Numéro 30, 2001, 85-100.

Labrecque, Marie France (2001). L'économie politique de la construction des genres chez les Mayas du nord du Yucatan au temps des maquiladoras », *Anthropologie et Sociétés*, 2001, vol 25 (1), : 99-115.

Le Doaré, Hélène, « Les femmes sont-elles différentes ou divisées ? Une question posée aux mouvements sociaux, in Descarries, Francine et Elsa Garlerand (dirs), Actes du colloque « *Le féminisme, comme lieu pour penser et vivre diversité et solidarité* », Montréal, Alliance de recherche IREF/Relais-femmes , 25-36.

Michelle Perrot (1995). "Identité, égalité, différence. Le regard de l'histoire", in Ephesia, *La place des femmes. Les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales*, Paris, Éditions La Découverte, 39-56.

Muller, Michel, (2001) *La dimension sexuelle*,

http://www.penelopes.org/xarticle.php3?id_article=740
http://www.penelopes.org/xarticle.php3?id_article=740

Palmieri, Joëlle (2002) *La résistance mondiale des femmes au libéralisme*,
http://www.penelopes.org/xarticle.php3?id_article=638

Thioubou, Aissatou (2002), *Les femmes principales victimes de la mondialisation*,
http://www.penelopes.org/xarticle.php3?id_article=608

Walby, Sylvia (1990). *Thorizing Patriarchy*, Oxford/Cambridge, Basil Blackwell.

Wichterich, Christa (1999). *LA femme mondialisée*, Bonn, Solin, Actes Sud.

World Bank Group, Region Afrique Findings (2000) *Ghana : Le role des femmes dans l'amélioration de la performance économique*",
<http://www.worldbank.org/afr/findings/french/ffind145.htm>

